

Le trafic de faux diplômes prospère sur Internet

Pour une somme modique, des plates-formes fournissent des diplômes du baccalauréat au doctorat

Bonjour, je vends des faux documents: passeport, permis de conduire et des papiers super authentiques pour travailler si vous n'avez pas de diplôme. Contactez-moi par mail pour plus d'informations.» Cette petite annonce, d'un certain Henri Chavez, se multiplie sur les différents fils de discussion du très fréquenté forum 18-25 du site Jeuxvideo.com. En 2011, «John-Stewart» avait lancé le sujet: «Voilà, je me suis fait un faux diplôme de master en droit social, alors que je suis en licence de droit, et je me suis inscrit en agence d'intérim. Ils m'ont demandé mon master, alors j'ai fourni mon diplôme. Sauf que je me demandais s'ils en vérifiaient l'authenticité?» Six ans plus tard, ce fil de discussion est toujours alimenté.

«Nous assistons à un retour de cette tendance depuis trois ans, alors que les sites qui vendent des faux diplômes, nés dans les années 2000, avaient progressivement disparu», reconnaît Emmanuel Chomarat, fondateur de l'entreprise VerifDiploma, qui contrôle pour le compte des services de ressources humaines l'authenticité des diplômes des candidats au recrutement.

Chaque année, son entreprise vérifie 50 000 candidatures. Parmi elles, 8 % contiennent des faux diplômes. «Il y a deux cas de figure: soit le candidat a suivi la formation et n'a pas obtenu de diplôme mais il se sent légitime dans ses compétences, soit le candidat s'est tout simplement inventé un diplôme», explique-t-il.

Pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ces sites sont devenus un véritable fléau. Et les injonctions de fermeture n'y font rien. A chaque

Il est possible d'acheter un master, un doctorat ou un MBA d'une fausse université

fois qu'un site de ce type disparaît, un autre apparaît simultanément. Dans un courrier interne d'octobre 2015, la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) en appelait au procureur de la République et à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) pour faire fermer les sites Perfectoreplica et Tesdiplomes.com. Moyennant 150 euros, ces plates-formes, qui ont fermé depuis, fournissaient des diplômes identiques aux originaux, du baccalauréat au doctorat.

Offre pléthorique

«Ces sites prennent la précaution de mentionner que ces diplômes ne sont délivrés que dans le cadre d'une utilisation privée à titre festif, motivationnel ou décoratif et qu'ils déclinent toute responsabilité quant à l'usage frauduleux qui pourrait en être fait. Mais leur architecture et leur présentation ne laissent aucun doute quant à leur finalité première: délivrer en toute illégalité des diplômes frauduleux», écrivait l'administration.

Il suffit en effet d'une simple recherche par mots-clés pour trouver une offre pléthorique très bien référencée: Fauxdiplomes.org, Buydiplomaonline.com... Contacté, Buydiplomaonline.com a



accepté le principe d'une interview en réclamant, en contrepartie, que le site ne soit pas cité dans l'article. Face à notre refus, il n'a jamais donné suite à notre demande. L'identification des opérateurs de ces sites reste par ailleurs compliquée, l'URL de la page de Fauxdiplomes.org renvoie par exemple vers des serveurs qui semblent être hébergés en Russie.

Un autre phénomène pourrait bientôt s'ajouter à celui des sites

de faux diplômes: les «Diploma Mills» (littéralement moulins à diplômes).

Barkley ou Columbiana

Pour quelques centaines d'euros, il est possible d'acheter un master, un doctorat ou un MBA d'une fausse université. Ces pseudo-universités, qui disposent de vrais sites Internet, avec photos de campus ensoleillés, numéro de téléphone valide et service mail performant, utilisent l'engoue-

ment des étudiants pour l'enseignement à distance.

Dans une enquête réalisée en 2015, le *New York Times* révélait qu'une entreprise de logiciels basée au Pakistan avait créé plus de 370 sites Internet d'universités virtuelles, dont certaines aux noms opportunément familiers tels que Barkley ou Columbiana. «Pour l'instant, ce type d'arnaque est très peu développé en France. Elle est surtout répandue au Royaume-Uni et en Suisse», tempère Emmanuel Chomarat.

«Nous sommes très vigilants depuis deux ans. Nous demandons systématiquement une copie du diplôme et nous faisons des contrôles aléatoires auprès des écoles et des universités», souligne Nicolas Petit, responsable du recrutement chez EY (anciennement Ernst & Young), l'un des principaux cabinets d'audit et de conseil qui a recruté en 2016 environ 1500 personnes.

On peut tout de même trouver un équivalent tricolore des «Diploma Mills»: l'étrange «Ecole supérieure Robert de Sorbon». La devise en latin «*Experientia docet*» (l'expérience est la meilleure des leçons) résume la démarche commerciale de cette «école». C'est avec le détournement d'un dispositif de formation professionnelle, la validation des acquis de l'expérience, que Robert de Sorbon vend ses diplômes. Con-

tre 550 euros environ, payables en bitcoins, tout un chacun peut obtenir un PhD (doctorat) sans avoir soutenu de thèse. Il suffit de remplir un formulaire d'inscription en ligne et d'envoyer un CV succinct.

En 2009, la DGESIP avait repéré cet établissement et averti le recteur de l'académie de Nancy-Metz que l'école s'était domiciliée depuis peu dans son académie, après un passage par celle de Poitiers.

Condamnation

Le service précisait que le procureur de la République de Poitiers avait alors diligenté une enquête pour «fausse dénomination d'université, absence de mention du caractère privé et ambiguïté sur la nature des diplômes délivrés». En 2011, le directeur de Robert de Sorbon a été condamné par le tribunal correctionnel de Poitiers à 15 000 euros d'amende. Le site, lui, est encore ouvert.

Le ministère veut croire que ces arnaques seront un jour totalement obsolètes avec l'arrivée du coffre-fort numérique, permettant de stocker et certifier les diplômes. «A terme, il y aura un diplôme numérique, les employeurs pourront les consulter en ligne», annonce un fonctionnaire du ministère de l'enseignement supérieur. ■

MARINE MILLER

Attention aux arnaques pour les professions réglementées

OBTENIR UN DIPLOME d'un établissement sans vérifier que ce dernier est bien habilité à le délivrer peut s'avérer catastrophique. Notamment pour exercer une profession réglementée. Hector (le prénom a été modifié) en a fait l'amère expérience. Le jeune homme est géomètre-expert. Enfin, il le pensait, jusqu'à ce que son employeur veuille, en février, lui confier les responsabilités d'une agence. En vérifiant son diplôme, le chef d'entreprise constate que l'Ecole chez soi, un établissement de formation à distance, spécialiste des métiers de la construction et de l'habitat, n'est plus habilité à délivrer ce diplôme.

«Depuis une réforme de 2011, les formations préparées par l'Ecole chez soi pour accompagner les postulants au DPLG - diplômé par le gouvernement - de géomètre topographe ne sont pas reconnues par le ministère de l'enseignement supérieur. L'éta-

blissement de cours par correspondance en a été informé», précise Anne Fantuzzi, responsable qualité et développement de l'ordre des géomètres-experts. En effet, sur le bout de papier remis à Hector, il est écrit «attestation de fin de formation ingénieur géomètre topographe». «Une appellation qui ne lui permet pas non plus de se revendiquer ingénieur car l'ingénieur diplômé est aussi un titre protégé», précise Laurent Mahieu, président de la commission des titres d'ingénieurs, l'autorité de contrôle des formations d'ingénieurs.

9 800 euros par an

C'est aussi sur un autre créneau, prometteur, que la Sigmund Freud University (SFU), antenne française d'une université privée viennoise, s'est positionnée en 2007, les universités publiques françaises ayant de plus en plus de mal à faire face à l'afflux

d'étudiants en psychologie - à la rentrée 2016, ce sont presque 21 000 étudiants qui se sont inscrits. Compte tenu de la sélection entre les deux années de master, les élus sont rares: «environ 1 500 étudiants sortent chaque année avec un master 2», précise un fonctionnaire du ministère de l'enseignement supérieur.

Dans ce contexte tendu, l'établissement viennois propose une «formation universitaire en sciences psychothérapeutiques et en psychologie» pour 9 800 euros par an en «bachelor» (bac + 3) et 10 400 euros en «mastère». Seul problème: ces diplômes ne permettent pas pour l'instant à leurs titulaires d'obtenir le titre de psychologue. Pour rentrer dans les clous, la «SFU a envoyé un dossier au ministère pour que ces formations soient reconnues», confirme au Monde l'université viennoise. ■

M. M.